

31/05/2018

MAITRE D'OUVRAGE :

MAIRIE DE CHATEAUFORT

DOSSIER DE CONSULTATION

C.C.T.P.

Aménagement de l'accueil de la Mairie

SOMMAIRE

I - CAHIER DES SPÉCIFICATIONS COMMUNES

II - CCTP PAR LOT

- **Lot 01 : Maçonnerie**
- **Lot 02 : Electricité**
- **Lot 03 : Peintures**
- **Lot 04 : Revêtement des sols**
- **Lot 05 : Menuiseries sur-mesure**
- **Lot 06 : Cloisonnement**
- **Lot 07 : Mobilier et accessoires**

I - CAHIER DES SPÉCIFICATIONS COMMUNES

A.1 - GÉNÉRALITES

Le présent C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme d'ensemble des travaux et les modalités générales de construction.

Toutes les dispositions précisées au devis descriptif et sur les plans devront être respectées sans exception et sans ordre de priorité en ce qui concerne le choix des matériaux, le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, sur leur nombre, leurs dimensions et leur emplacement.

Les entreprises de tous les corps d'état devront prendre connaissance de l'ensemble des plans (d'ensemble et de détails) dont la liste est donnée au C.C.T.P., ainsi que de l'ensemble du C.C.T.P., de manière à avoir une parfaite connaissance du projet.

Il est précisé que les plans et les spécifications techniques détaillées de chaque lot s'efforcent d'être aussi précis que possible, mais chaque entrepreneur doit suppléer par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être omis ou mal indiqués dans ces documents, il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas un caractère limitatif, et que les entrepreneurs devront prévoir et exécuter tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie de tous les ouvrages, de leur spécialité, nécessaires au parfait achèvement complet de leurs lots, conformément aux règles de l'Art et de la bonne construction.

Même s'ils ont été omis dans les divers documents du présent marché, et ce, sans qu'ils puissent prétendre à aucune majoration ou supplément et comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, sans qu'ils puissent prétendre à aucune majoration ni supplément au prix forfaitaire concernant la construction projetée.

En conséquence, ils ne pourront jamais arguer d'erreurs ou omissions aux devis et plans pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de leur profession ou faisant l'objet d'une demande de supplément sur leurs prix de soumission.

NB : Toute erreur ou omission relevée par une entreprise dans les pièces du projet remises à l'appui du dossier de consultation devra être signalée au maître d'ouvrage avant la remise des offres, afin d'être répercutée à l'ensemble des concurrents.

Les entreprises ne pourront modifier quoi que ce soit au projet, mais elles devront signaler tous les changements qu'elles croiraient utile d'y apporter et provoqueront tous renseignements complémentaires sur tout ce qui leur sembleraient douteux ou incomplet.

A.1.1 - SOUMISSION

Le fait de présenter des offres pour la réalisation de l'ouvrage projeté, implique que les entrepreneurs ont pris tous les renseignements utiles et qu'ils connaissent les lieux, les sujétions de service et d'approvisionnement, et toutes les difficultés en résultant.

Il implique également qu'ils ont pris connaissance complète du devis descriptif concernant l'ensemble des corps d'état.

Ils devront présenter une soumission forfaitaire comprenant tous les travaux nécessaires.

Les entrepreneurs joindront à leur soumission un devis quantitatif, estimatif, ce document servira obligatoirement à la décomposition du prix forfaitaire de l'entreprise et permettra le contrôle des situations de travaux mensuelles et servira également à définir les prix unitaires d'éventuels travaux en plus ou en moins du forfait.

Dans le cas où un quantitatif est fourni à l'Appel d'Offres par le maître d'œuvre aux entreprises et si celles-ci jugent, en raison d'un mode de métré particulier, que certains articles sont à ajouter au détail prévu par le quantitatif, elles devront le faire à la fin du détail de chaque lot considéré.

Les quantités d'ouvrages fournies par l'architecte ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas contractuelles. Les entreprises seront tenues de les vérifier.

L'entreprise devra répondre à toutes les options qualitatives demandées.

A.1.2 - TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Dans tous les cas, aucun travail supplémentaire ne pourra être réglé comme supplément au forfait s'il n'a fait l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service signé par le maître d'ouvrage.

A.1.3 - ASSURANCES DES ENTREPRISES - QUALIFICATIONS

Les entreprises devront fournir avec leurs offres leurs qualifications.

Chaque entreprise devra justifier qu'elle est titulaire :

- D'une police individuelle de base en état de validité garantissant les risques de responsabilité décennale correspondant à la qualification professionnelle dont relèvent les travaux faisant l'objet de son marché,
- D'une Attestation d'Assurance Individuelle Responsabilité Civile Chef d'Entreprise.

A.1.4 - BORDEREAU CADRE

Les bordereaux cadres éventuellement annexés aux lots devront être complétés par le soumissionnaire avec des prix de vente H.T. comprenant la fourniture et la pose des matériels. Ces bordereaux devront être impérativement remplis.

A.2 - NATURE DE L'ÉTABLISSEMENT

Mairie, 19 place Saint-Christophe, 78117 Châteaufort.

A.2.1 - CLASSEMENT SECURITE CONTRE L'INCENDIE

Du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, dispositions générales et commentaires officiels.

A.2.2 - CLASSEMENT GEOGRAPHIQUE

A.2.3- VILLE : Chateaufort Yvelines

A.2.4 - ISOLATION THERMIQUE

- Zone climatique H1

A.2.5 - L'ATMOSPHERE EST DU TYPE : Urbain

A.3 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

A.3.1 - TEXTES GENERAUX

Le présent C.C.T.P. et les travaux de toute nature visés dans le cours du présent dossier supposent l'application complète de l'ensemble des documents conformément au CAHIER DES CLAUSES GENERALES, applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de MARCHES PUBLICS : Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux travaux du bâtiment faisant l'objet de travaux publics.

Les travaux seront en outre exécutés conformément :

- Au Recueil des Eléments Utiles à l'Etablissement et à l'Exécution des Projets en France (REEF) et textes suivants :
- Les règles de calcul D.T.U.
- Normes AFNOR,
- Normes UTE - USE Cahiers des Charges du CSTB, publiés à la date de la soumission,
- Les « AVIS TECHNIQUES » délivrés par la Commission des Avis Technique instituée par le décret du 02 décembre 1969 pour les procédés de construction non traditionnels prévus éventuellement aux pièces du marché;
- Aux lois, arrêtés, décrets relatifs à la protection des bâtiments contre l'Incendie, à l'Isolation Phonique et Thermique, aux règles générales de construction relatives aux bâtiments d'habitation;
- Aux règlements de sécurité des établissements recevant du public.
- Au règlement sanitaire départemental ou à défaut au règlement type. En vigueur à la date prévue pour la remise des offres.

Tous les éléments techniques ne relevant pas d'une exécution traditionnelle ou présentant suivant les documents techniques unifiés, une obligation de classement, devront être soumis au maître d'ouvrage et à la personne chargée du contrôle des travaux et bénéficier, préalablement à leur mise en œuvre, d'un avis technique du CSTB et de l'agrément de leur procédé par le consortium des assurances.

En l'absence de cet avis technique, l'entrepreneur supportera les frais de toutes épreuves et essais jugés utiles par le maître d'œuvre. Il en sera de même pour les ouvrages d'exécution traditionnelle dont la résistance ou les caractéristiques imposeraient des essais aux contrôles jugés indispensables.

Les entreprises devront procéder à la livraison et éventuellement à la mise en œuvre des échantillons, ouvrages, jugés utiles par le maître d'œuvre. Les échantillons, seront conservés en

état jusqu'à la terminaison des ouvrages, après avoir reçu l'agrément du maître d'ouvrage. Les éléments définitifs correspondants devront être conformes à ceux approuvés.

Le présent C.C.T.P. donne des indications concernant les caractéristiques qualitatives des ouvrages et du matériel, sans indication de marques et de types.

Les ouvrages ou matériels proposés par l'entreprise devront correspondre en fonction et en qualité aux ouvrages et matériels demandé. L'entreprise devra joindre à son offre une documentation détaillée des systèmes ou matériels prévus, et le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à tout contrôle ou examen de ces systèmes ou matériels.

A.3.2 - RIGUEUR DU DEVIS DESCRIPTIF

Tous les documents graphiques remis à chaque entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement des travaux. Chaque entrepreneur devra donc signaler les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité ou la conservation des ouvrages, avec l'usage auquel ils sont destinés ou avec l'observation des règles de l'Art.

A.3.3 - AUTO-CONTROLE

Les entreprises devront proposer à l'agrément du maître d'œuvre leur programme d'autocontrôle interne.

Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.

Les constructeurs et installateurs doivent être en mesure de justifier, lors des vérifications techniques faites par les organismes agréés, que les matériaux et éléments de construction qu'ils utilisent ont un classement en réaction ou en résistance au feu au moins égal aux classements fixés dans la suite du présent règlement. (P.V. de classement au feu en cours de validité et de moins de 5 ans).

En ce qui concerne les certificats de garantie concernant la sécurité (Label, certificat d'essais CF ou PF, etc.) il est précisé que ceux-ci devront être adressés à la personne responsable du contrôle des travaux avant pose des équipements concernés (sous peine de non-règlement dans l'attente de production).

VÉRIFICATIONS TECHNIQUES INCOMBANT AUX ENTREPRISES

Pour ce qui concerne les entreprises, ces vérifications techniques devront comporter notamment :

- Une procédure de diffusion interne et externe des règles, spécifications, plans à jour, etc.
- Une organisation hiérarchisée des vérifications par les exécutants eux-mêmes.
- Une procédure d'identification des fournitures et sous-produits approvisionnés et de certification de leur provenance.
- fiches ou P.V. d'essais (ces essais ayant été exécutés conformément aux règles professionnelles).

SOLUTIONS - VARIANTES

Les entreprises doivent répondre obligatoirement sur la solution définie dans le présent C.C.T.P. qui précise l'emploi des matériaux et produits qui doivent servir impérativement de base à la remise de prix de l'entreprise.

Les entreprises devront obligatoirement répondre aux options qualitatives demandées sous peine de voir leur offre rejetée.

En revanche, chaque entreprise pourra proposer au maître d'ouvrage toute solution variante de son choix, sous réserve qu'elle apporte soit une amélioration technique pour un prix égal à la solution de base, soit une réduction de prix pour une qualité égale et comprendre également les incidences techniques et de coûts sur les ouvrages des lots voisins, qui risquent d'être modifiés.

Il est à souligner que chaque entreprise devra faire la preuve que la solution variante répond à toutes les contraintes réglementaires, que les matériaux et produits aient les mêmes caractéristiques qualitatives et disposent d'un agrément technique, Dans les deux cas, la valeur unitaire de fourniture devra être produite.

A.3.4 - ORGANISATION DU CHANTIER

Les entreprises devront se conformer aux directives du SPS nommé par le maître d'ouvrage et répondre aux textes et lois en vigueur en matière de santé, prévoyance, sécurité.

A.3.4.1 - Période de préparation

La durée des travaux préparatoires sera utilisée, dans la mesure du possible, comme période de préparation pour les autres entreprises.

A.3.4.2 - Documents à établir pendant la période de préparation

Pendant la période de préparation, les entreprises intéressées devront fournir à la personne responsable du contrôle des travaux les éléments suivants :

- Le planning de leurs travaux qui sera remis par l'entreprise intéressée pour examen, 15 jours après la délivrance de l'ordre de service pour mise au point du planning général définitif.

Les listings détaillés des tâches des autres corps d'état qui préciseront par tâche :

- La durée,
- Ses antécédents tous corps d'état.
- L'effectif de l'équipe et ses moyens,
- Les contraintes éventuelles.

Ces éléments devront être remis au plus tard 15 Jours après la délivrance de l'ordre de service.

A.3.4.3 - Organisation de chantier

A noter que les travaux devront être réalisés en site occupé. Par conséquent, les entreprises devront veiller à s'organiser afin de limiter le plus possible les nuisances sonores. Les travaux bruyants devront être réalisés en dehors des heures d'ouverture de la Mairie.

Les horaires d'ouverture sont les suivants :

Lundi : 13h30 - 12h
Mardi : 10h – 12h / 13h30 – 17h
Mercredi : 10h – 12h / 13h30 – 17h
Jeudi : 13h30 – 18h
Vendredi : 10h – 12h / 13h30 – 17h
Samedi : 10h – 12h

Elles devront également mettre en place toutes les mesures nécessaires afin de sécuriser le chantier.

A.3.4.4 - Panneau de chantier

A.3.4.5 - Implantation du bâtiment

Sans objet.

A.3.5 – EXECUTIONS DES TRAVAUX

A.3.5.1 - Réservations, Percements, Trous, Saignées, Scellements, Et Raccords

Tous les scellements et trous, sans exception, nécessaires à l'ensemble de la construction seront réalisés par les entreprises intéressées et suivant les ordres du Maître d'œuvre.

- Au cas où certaines réservation, percements, trous seraient incompatibles avec le système porteur ou avec l'exécution des travaux des autres corps d'état, les entreprises feront leur affaire, chacune en ce qui la concerne, des modifications de tracés, passages, pièces diverses.
- Tous les scellements et rebouchements, ainsi que les raccords dans le béton et grosses maçonneries seront effectués par les entreprises concernées après mise en place des ouvrages des corps d'état intéressés, étant précisé que chaque corps d'état devra la fixation provisoire de ses ouvrages.

A.3.5.2 - Révision des travaux

En fin de chantier, les entreprises devront la révision complète de tous leurs ouvrages qui auraient été abîmés au cours de travaux : épaufrures, trous, arêtes éclatées, taches, scellements défaits ou mal exécutés, etc.

A.3.5.3 - Nettoyage du chantier

La tenue et la propreté du chantier dépendent de tous les entrepreneurs intéressés.

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque entreprise à la charge de l'évacuation de ses propres gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre.

Chaque entreprise à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

L'enlèvement des gravats hors du chantier reste à la charge des entrepreneurs.

Les emballages vides sont enlevés par chaque entrepreneur.

En plus de la propreté permanente du chantier qui doit être considérée comme une règle générale, les entrepreneurs procéderont chaque semaine à un nettoyage général de leur chantier. Au cas où certaines entreprises ne respecteraient pas les règles ci-dessus, le maître d'ouvrage ferait procéder aux enlèvements des gravats et aux nettoyages aux frais de la ou des entreprises. **Cette clause sera appliquée en cas de nécessité.**

En fin de travaux et avant réception, l'entreprise de peinture devra comprendre dans sa soumission un poste spécial réservé aux sujétions de nettoyage, grattage, lavage de tous les locaux et appareils divers, vitrerie aux deux faces, sols etc.

Dans le cas où le maître d'ouvrage jugerait l'état de propreté insuffisant en fin de chantier, il pourra charger une entreprise spécialisée d'effectuer le nettoyage final, cette dépense sera inscrite au compte des entreprises.

Le maître d'ouvrage sera intransigeant sur l'état de propreté du chantier, il prendra et appliquera toutes mesures légales à sa disposition pour obtention de résultats.

A.3.5.4 - Plans de récolement

Les entreprises devront fournir au maître d'ouvrage deux semaines au plus tard avant la réception un dossier d'exécution soigneusement mis à jour et comportant :

- Plans renseignés de tous les réseaux enterrés, encastrés et, d'une manière plus générale, non apparents. Ces plans sont mis en conformité avec les travaux tels qu'ils ont été réellement exécutés et non tels qu'ils étaient prévus.
- Les réseaux dits " techniques " : tracés d'électricité et de filerie.
- Schémas renseignés et mis à jour de toutes les canalisations, câbles et gaines apparents avec légende des symbolisations ou signalisations adoptées (peinture, marquage, étiquetage, etc.).
- Les plans spéciaux : plan de montage, schémas et notices de fonctionnement et d'entretien de toutes installations.

Ces plans devront être strictement conformes aux ouvrages réalisés, c'est-à-dire tenir compte des modifications apportées sur le chantier en cours de travaux.

Ce dossier devra comprendre :

- Tous les certificats de garantie des équipements et appareils,
- Toutes les notices de fonctionnement " Fournisseurs ".

En complément, il sera fourni par l'entrepreneur une notice explicative d'entretien destinée au maître d'ouvrage et comportant toutes les indications permettant d'assurer un entretien correct des équipements.

Cette notice devra comporter l'indication des divers fournisseurs des appareils ainsi que la référence des distributeurs de pièces de remplacement ou des services d'après-vente (au-delà de la garantie due au titre du présent marché).

A.3.5.5 - Coordination Sécurité - Protection Santé

La mission de coordination SPS de l'opération a été confiée à :

C2i Immobilier
Monsieur Laurent THOMAS
10 Avenue du Québec,
91140 Villebon-sur-Yvette
01 69 07 32 07

Toutes les entreprises seront tenues de :

- Consulter préalablement à leur offre, le P.G.C. joint au dossier de consultation ;
- Prendre en compte toutes remarques du Coordonnateur S.P.S et les mettre à exécution dans les meilleurs délais en cours de chantier ;
- Veiller à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protections collectifs et individuels adaptés à leur activité ;
- Veiller à la propreté du chantier ;
- Appliquer tous les principes généraux & particuliers de prévention ;
- Fournir au SPS tous les documents nécessaires au bon déroulement de sa mission.

A.3.5.6 - Finitions

Les travaux de finition devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement général et en fonction de l'ordre logique d'intervention.

Un planning de détail précisera les dates d'intervention.

En cas de carence, dûment constatée, le maître d'ouvrage peut faire exécuter les travaux de finition par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs de l'entrepreneur défaillant, sans que ce dernier puisse soulever de réclamation.

A.3.5.7 - Réception des Travaux Antérieurs

L'entrepreneur doit vérifier l'exactitude des cotes portées sur les plans, il doit signaler les erreurs et omissions en temps utiles.

Avant chacune de ses interventions, il doit réceptionner les ouvrages qui lui sont remis et s'assurer de leur conformité aux plans, descriptif et conditions particulières.

A.3.5.8 - Sécurité des tiers

Pendant toute la durée des travaux, les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires contre les chocs ou inconvénients divers, afin de ne causer aucun dommage aux

constructions voisines existantes, ni aucune gêne pour les occupants de l'immeuble résultant de l'exécution du chantier et jusqu'à son achèvement complet.

Dans le cas contraire, il sera tenu pour seul responsable des dommages causés et devra en supporter toutes les conséquences.

Il en sera de même en ce qui concerne la sécurité du public circulant dans l'immeuble et qui pourrait éventuellement pénétrer sur le chantier.

A.3.5.9 - Tableau des intempéries

Sans objet.

A.3.5.10 - Pièces de rechange

Il sera fourni à la réception des travaux une nomenclature précise des pièces de quincaillerie (nom, adresse des fournisseurs, repère au catalogue, etc.) afin de pouvoir permettre un remplacement facile.

Un certain nombre d'éléments simples de quincaillerie sera fourni au maître d'ouvrage pour parer aux défaillances pendant la période de garantie.

A.3.5.11 - Bureau modèle

Sans objet

A.3.5.12 - Descentes EP provisoires

Sans objet.

A.3.5.13 - Constat préalable

Sans objet.

II - CCTP PAR LOT

• **LOT N° 01 – MACONNERIE**

- Dépose de l'allège du comptoir d'accueil existant 1100x2000 mm.
- Raccords au plâtre sur jambages et mortier bâtard au sol.
- Dépose d'une cloison de 2700x1000x70 mm.
- Reprise des plafond mur et sol à l'emplacement.
- Installation d'une cloison ossature métal. BA 13 et laine de roche 2700x1350 mm.
- Fourniture et pose d'un bloque porte en bois 2050x930 mm.
- Dépose d'une porte en bois et son bâti entre le hall et le secrétariat 2100x930 mm.
- Evacuation des gravats et mise en décharge.

• **LOT N° 02 - ELECTRICITE**

- Dépose, évacuation et mise en décharge de 25 mètres de plinthes passe-fils à double compartiment.
- Pose de 25 mètres de plinthes passe fils (type Lineal de Planet Wattohm ou équivalent).
- Fourniture et pose de 8 prises M45 sur plinthes (type Mosaïc de Legrand ou équivalent).
- Fourniture et pose de 2 prises RJ M45 sur plinthes classe C (type Mosaïc de Legrand ou équivalent).
- Fourniture et pose de 10 prises M45 sur murs (type Mosaïc de Legrand ou équivalent).
- Fourniture et pose d'1 prise RJ M45 sur mur (type Mosaïc de Legrand ou équivalent).
- Fourniture et pose de 12 interrupteurs sur murs (type Mosaïc de Legrand ou équivalent).
- Eclairage :
 - Dépose, évacuation et mise en décharge de 4 plafonniers tubes néons existants.
 - Fourniture et pose de plafonniers LED (type 600x600 Paslab ou équivalent) ou spots LED encastrés en métal blanc dans le salon d'attente de 6.70 m² pour un minimum de 300 LUX.
 - Fourniture et pose de plafonniers LED (type 600x600 Paslab ou équivalent) ou spots LED encastrés en métal blanc dans la salle de réunion de 8.30 m² pour un minimum de 400 LUX.

- Fourniture et pose de plafonniers LED (type 600x600 Paslab ou équivalent) ou spots LED encastrés en métal blanc dans le bureau de 23 m² pour un minimum de 400 LUX .
- Fourniture et pose d'un BAES .

• **LOT N° 03 - PEINTURES**

- Préparation et mise en peinture de 49 m² de plafonds.
- Préparation et mise en peinture de 140 m² de murs en deux couleurs.
- Préparation et mise en peinture des boiseries (3 portes et 4 fenêtres).
- Préparation et mise en peinture des 4 radiateurs.
- Pose d'un sticker d'environ 2mx1m.
- Retouches suite pose revêtement des sols.

• **LOT N° 04 – REVÊTEMENT DES SOLS**

- Dépose, évacuation et mise en décharge de 38 m² de moquette existante.
- Ragréage de 38 m².
- Fourniture et pose de 38 m² de revêtement PVC U3P4 imitation bois foncé (type Gerflor 541 Flamingo ou équivalent).

• **LOT N° 05 – MENUISERIES SUR-MESURE**

- Réalisation et pose d'une cloison à claire voie en bois lasuré agrémentée de boîtes en MDF peints. Dimensions : 2700x900x80 mm.
- Réalisation et pose de 2 cloisons à claire voie en bois lasuré agrémentée de boîtes en MDF peints. Dimensions : 2700x1680x1430x80 mm.
- Réalisation et pose de 2 portes battantes en bois et lasure (type western) entre les 2 cloisons ci-dessus. Dimensions : 500x500.
- Réalisation et pose d'un petit bureau d'appoint suspendu avec tablette en MDF peint. Dimensions : 1000x500x25 mm.
- Réalisation et pose de 4 tablettes en MDF peint. Dimensions : 300x900x16 mm.
- Réalisation et pose de 9 tablettes en MDF peint. Dimensions : 500x350x16 mm.
- Réalisation et pose d'une paroi de séparation en MDF peint. Dimensions : 1830x350x16 mm.
- Réalisation et pose de 4 tablettes en MDF peint. Dimensions : 720x530x16 mm.

- **LOT N° 06 - CLOISONNEMENT**

- Fourniture et pose d'un module fixe en aluminium laqué gris (RAL 7016) 2/3 vitré en double vitrage et 1/3 d'allège pleine. Dimensions : 900x2100 mm.
- Fourniture et pose d'une cloison amovible en aluminium laqué gris (RAL 7016) vitrée en double vitrage avec stores à lamelles intégrés. Dimensions : 3430x2700x78 mm.
- Fourniture et pose d'une porte ouvrant droit et imposte en aluminium gris (RAL 7016) vitrées. Dimensions : 927x2037 mm.

- **LOT N° 07 – MOBILIERS ET ACCESSOIRES**

- Fourniture et installation de 2 banques d'accueil avec un module debout avec tablette et un module. PMR, blanches. Dimensions : 1600(2x800)x1050 (type Select d'Attitudes Bureaux ou équivalent).
- Fourniture et installation de 2 armoires blanches à portes battantes avec serrures assorties aux banques d'accueil. Dimensions maximales 1800x1500 mm.
- Fourniture et installation d'1 armoire blanche à portes battantes avec serrure assortie aux banques d'accueil. Dimensions maximales 1200x500 mm.
- Fourniture et livraison de 3 fauteuils ergonomiques de bureau noir (type Ergoform d'Attitudes Bureaux ou équivalent).
- Fourniture et livraison d'1 table ronde pied tulipe, blanche d'un diamètre de 1200 mm.
- Fourniture et livraison de 9 chaises en coque PVC, panachage de 3 bleues, 3 oranges et 3 blanches (modèle Fjord de Declikdeco ou équivalent).
- Fourniture et pose de 2 stores enroulants occultants gris souris ou anthracite de 1700x700 mm.
- Fourniture et pose de 2 stores enroulants occultants gris souris ou anthracite de 1700x 450 mm.
- Fourniture et pose de 3 stores à lamelles horizontales de 25 mm blancs de 1900x1250 mm.
- Fourniture et pose d'1 store à lamelles horizontales de 25 mm blanc de 1800x900 mm.
- Fourniture et pose de 2 panneaux acoustiques muraux blancs d'environ 600x500 mm.
- Fourniture d'1 miroir de surveillance d'environ 300 mm de diamètre.